

doc
CA1
EA507
C18
FRE
1999 no 5

ANADA

LIBRARY E A / BIBLIOTHÈQUE A E
3 5036 01029490 1

Regard sur le monde

La Francophonie : *une célébration*

Début septembre, 52 chefs d'État et de gouvernement se rencontreront à Moncton, au Nouveau-Brunswick, pour le VIII^e Sommet de la Francophonie. Cette rencontre témoigne de façon éloquente de la ténacité et de la vitalité qui a permis au peuple acadien de préserver sa langue et sa culture depuis près de quatre siècles. La communauté acadienne a survécu et prospéré. Elle reçoit maintenant des invités venant de partout dans le monde pour cette grande célébration.

Le fait que le Sommet de la Francophonie se déroule dans une province où les deux-tiers des habitants sont de langue anglaise en dit long sur les valeurs chères aux Canadiens : la

• suite à la page **2**

Numéro 5 • 1999

Entrevue avec le 2
secrétaire d'État
Duhamel



Le Canada 4
et le Kosovo



Le Service du 6
protocole



Portrait 7
Marcel Cadieux



La Francophonie 8



Le sommet parallèle 11
des ONG

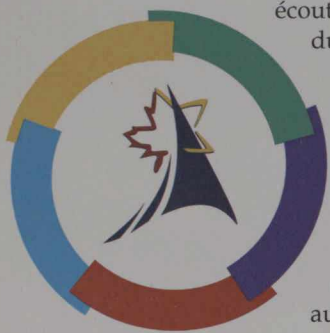
Élaboration de la politique étrangère	12
Nations • Actualités : République de Corée	13
Culture	14
Nouvelles en bref	15

Illustration : Secrétariat d'organisation du VIII^e Sommet de la Francophonie

Canada

tolérance, l'ouverture d'esprit et le respect envers les autres cultures. Grâce à l'appartenance du Canada à la Francophonie, tous les citoyens canadiens, peu importe leur langue, peuvent bénéficier de cet important forum international. Ainsi, en accueillant le Sommet, le Canada a l'occasion de promouvoir les questions de sécurité humaine qui sont au coeur de sa politique étrangère.

Il est aussi important de souligner que le Sommet de Moncton est dédié à la jeunesse. Des jeunes de plusieurs pays ont été consultés et écoutés; ils ont été impliqués dans la préparation du Sommet ainsi que dans les événements qui l'ont précédé. Les dirigeants de la Francophonie veulent dorénavant privilégier davantage cette approche, affirme le secrétaire général de la Francophonie, Boutros Boutros-Ghali. Le but de cette démarche qui transcende les frontières et les générations est de donner l'occasion à tous de jouer un rôle au sein de la Francophonie. ●



Les autres sommets de l'automne

Outre le Sommet de la Francophonie, le Canada participera à deux autres sommets cet automne, soit celui du mécanisme de Coopération économique Asie-Pacifique (APEC), les 12 et 13 septembre à Auckland, en Nouvelle-Zélande, et celui du Commonwealth, du 12 au 15 novembre à Durban, en Afrique du Sud.

APEC

Cette année, les principaux thèmes de la réunion sont :

- accroître les occasions d'affaires;
- renforcer le fonctionnement des marchés;
- faire mieux connaître l'APEC et favoriser les appuis à son égard.

Bien que les priorités canadiennes reflètent l'ordre du jour économique du Sommet, la délégation canadienne soulèvera également d'autres questions clés comme l'importance de prendre en compte l'impact social de la crise financière en Asie, la promotion de l'intégration des questions touchant les femmes au sein de l'APEC et la façon d'aider la région à faire face au problème du bogue de l'an 2000.

Le Sommet sera précédé de la rencontre ministérielle de l'APEC, laquelle regroupera les ministres des Affaires étrangères et du Commerce, les 9 et 10 septembre. La région Asie-Pacifique, qui compte la moitié de la population mondiale et 60 p. 100 de son produit intérieur brut, revêt une importance capitale pour le Canada sur le plan du commerce, des investissements et des relations politiques.

Commonwealth

Le thème principal de la réunion de cette année, choisi par le gouvernement sud-africain, est « Un développement axé sur les gens — Le défi de la mondialisation ».

Le Canada appuie fermement le thème du Sommet puisqu'il coïncide avec des objectifs clés de la politique étrangère canadienne, notamment le développement durable, la sécurité humaine, la démocratie et les droits de la personne. La prospérité et la sécurité du Canada, ainsi que celles de nos partenaires du Commonwealth, dépendent d'un système économique international stable et d'un environnement sécuritaire pour nos citoyens. Une organisation comme le Commonwealth offre une tribune privilégiée au Canada pour faire progresser ces objectifs.

Le Sommet sera précédé d'événements comme le Forum jeunesse du Commonwealth (du 3 au 9 novembre), le Forum des ONG du Commonwealth (du 6 au 8 novembre), le Forum des affaires du Commonwealth (du 9 au 11 novembre), et d'une réunion du Groupe d'action ministériel du Commonwealth (le 11 novembre). ●

Entrevue avec le

Accueillir le monde. Montrer le visage francophone du Canada. Mettre en valeur notre richesse culturelle. Stimuler le débat sur les grandes questions d'actualité pour la Francophonie : jeunesse, économie et technologie.

Voilà quels sont, selon le secrétaire d'État (Diversification de l'économie de l'Ouest canadien) (Francophonie), Ronald J. Duhamel, les objectifs principaux du Sommet de Moncton.

Canada — Regard sur le monde a rencontré M. Duhamel et a discuté avec lui des enjeux du Sommet et, dans une perspective plus large, de ceux qui attendent la Francophonie à l'aube du prochain millénaire. Nous lui avons aussi demandé ce que représente, pour le Canada, son appartenance à la Francophonie.

Canada — Regard sur le monde

Cela fait maintenant 13 ans que les chefs d'État et de gouvernement de la Francophonie se rencontrent à tous les deux ans. Qu'est-ce que l'avènement d'une organisation comme la Francophonie a apporté, d'abord à ses membres, puis à la collectivité internationale?

M. Duhamel

La Francophonie a pris forme graduellement dans les années 1960 par des conférences ministérielles réunissant quelques pays pour discuter d'éducation, de culture ou de développement. Puis, en 1970, nous avons créé l'Agence de coopération culturelle et technique, qui regroupait 21 gouvernements. Lors du premier Sommet, en 1986, nous étions 41. Et voilà qu'à Moncton, il y aura 52 gouvernements. Je crois que ces quelques chiffres indiquent bien que la création de cette entité qu'est la Francophonie répondait vraiment à un besoin.

Ce qu'elle a apporté à ses membres, ce sont des institutions qui étaient nécessaires pour préserver la langue française dans le monde, faire connaître nos cultures, influencer les affaires internationales, fortifier nos économies, renforcer la sécurité humaine et nous tailler une place parmi les grands blocs politiques.

Canada — Regard sur le monde

Pouvez-vous nous donner quelques exemples concrets de ces réalisations?

secrétaire d'État Duhamel

Ronald J. Duhamel accorde une entrevue à **Canada — Regard sur le monde**

M. Duhamel

TV5, le réseau de télévision de la Francophonie, diffuse maintenant dans plus d'une centaine de pays sur les cinq continents, même aux États-Unis et en Amérique latine, propageant ainsi notre diversité culturelle à l'échelle planétaire.

Nous avons créé un Fonds francophone des inforoutes qui va, entre autres, aider les économies des pays en développement. Nous avons aussi mis sur pied « FrancoNet », afin d'étendre l'accès à Internet à tous les pays de la Francophonie.

De plus, les relations que nous entretenons avec les Nations Unies, le Commonwealth et d'autres organisations internationales dans une foule de domaines sont de plus en plus étroites. Cela nous donne une influence et un rayonnement accrus à l'échelle internationale.

Canada — Regard sur le monde

Parlons maintenant du thème du Sommet de Moncton, soit celui de la jeunesse. Pourquoi ce thème et qu'attendez-vous comme résultats concrets?

M. Duhamel

À travers le monde, ce sont les jeunes qui sont les plus touchés par les changements de cette fin de siècle : la révolution technologique, la mondialisation des marchés, les problèmes environnementaux, le regroupement des puissances économiques, la disparition d'emplois traditionnels et l'apparition de nouveaux emplois.

Trop de jeunes se sentent aujourd'hui marginalisés. Il faut les aider à prendre leur place dans le monde. Ces derniers mois, nous avons consulté des centaines de jeunes dans plusieurs pays. Les jeunes seront présents au Sommet. Ensemble, nous allons examiner des projets concrets tels que l'augmentation de nos programmes de bourses ainsi que du nombre de stages dans les secteurs d'avenir comme l'informatique,

les sciences ou l'administration, lesquels permettent aux jeunes d'acquérir une expérience pratique. Nous allons adopter un plan d'action qui sera mis en oeuvre immédiatement et auquel les jeunes seront associés.

Canada — Regard sur le monde

Et l'avenir de la Francophonie, comment le voyez-vous?

M. Duhamel

Je suis très optimiste. Depuis quatre ans, la Francophonie s'est restructurée et s'est donnée de nouvelles institutions. Nous sommes plus efficaces qu'avant. La création du poste de secrétaire général en 1995 a permis de renforcer la dimension politique de la Francophonie sur la scène internationale. Nous avons plus d'influence et nous apportons une contribution active et positive aux affaires internationales. Par exemple, dans le domaine de la sécurité humaine, la Francophonie coopère avec d'autres organisations internationales dans la mise sur pied de missions d'observation électorale, de médiation et de résolution de conflit dans les pays qui en font la demande. Nous voulons donner davantage d'importance à cette dimension de la Francophonie de façon à soutenir plus activement la sécurité humaine dans le monde.

Canada — Regard sur le monde

Seulement le tiers des 500 millions d'habitants de l'espace francophone parlent le français. Qu'est-ce que l'organisation entend faire pour augmenter l'usage de la langue française dans le monde?

M. Duhamel

Je dois d'abord dire que nous ne voulons pas que les autres langues parlées dans



nos pays membres disparaissent. Nous voulons seulement assurer une plus grande diffusion du français en favorisant son enseignement comme langue seconde, en mettant à profit les applications des nouvelles technologies pour renforcer sa diffusion, et en favorisant l'usage du français dans les organisations internationales. Par ailleurs, la Journée internationale de la Francophonie, célébrée chaque année le 20 mars, permet de faire connaître la Francophonie à travers le monde.

Canada — Regard sur le monde

En terminant, qu'est-ce que notre appartenance à la Francophonie apporte aux Canadiens?

M. Duhamel

Énormément. Pour ce qui est du commerce, par exemple, nos échanges avec nos partenaires de la Francophonie ont atteint près de 18 milliards de dollars en 1998, soit environ 7 p. 100 de plus qu'en 1997. La Francophonie est maintenant notre cinquième partenaire commercial, tout juste derrière le Commonwealth. Cela représente des emplois pour les Canadiens d'un bout à l'autre du pays. Dans le secteur de l'aide au développement, des entreprises et des individus de partout à travers le Canada obtiennent des contrats qui leur permettent de diffuser leur expertise et leurs technologies dans près d'une cinquantaine de pays. Au bout du compte, appartenir à la Francophonie, c'est une valeur ajoutée pour tous les Canadiens. ●

1058607
57038301

Le Canada **ET** Kosovo

L'APRÈS - GUERRE

Les Forces armées canadiennes figurent au premier plan de l'action militaire de l'OTAN contre la République fédérale de Yougoslavie qui a abouti à l'accord de paix du Kosovo. Maintenant que les hostilités sont terminées, le Canada aide la communauté internationale à relever les défis de l'après-guerre. Les Forces armées canadiennes sont engagées à fond dans la phase de l'après-guerre. Au total, un personnel de 1 300 personnes, dont 150 ingénieurs militaires, est sur place au Kosovo, aidant à mettre en oeuvre le règlement de la paix et à assurer un environnement sûr pour les réfugiés revenant au pays, les civils déplacés et les organismes de secours.



photo : MDN



photo : CANAPRESS

La tâche la plus pressante est de gérer les innombrables questions découlant du fait que 750 000 réfugiés, un nombre sans précédent, retournent au Kosovo. La priorité du Canada est de se concentrer sur l'amélioration de la sécurité. À venir jusqu'à maintenant, la création d'une Administration intérimaire des Nations Unies a été de la plus haute importance. Trente-huit policiers canadiens font partie de cette force et 17 autres se joindront à eux en septembre. Le contingent canadien pourrait éventuellement atteindre 100 policiers. Entre-temps, cinq policiers canadiens prêtent main-forte à l'École de formation de la police de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) qui est chargée de la formation de nouveaux policiers kosovars.

Une autre tâche urgente a été de désamorcer et d'éliminer des dizaines de milliers de mines terrestres, de pièges et de munitions explosives non explosées (UXO), dont des obus et des bombes.

Le Canada joue un rôle déterminant dans ces efforts :

- Il contribuera jusqu'à 5 millions de dollars, sur une période de trois ans, afin d'appuyer le travail de déminage, de sensibilisation aux mines et d'aide aux victimes, et d'établir un Centre d'action antimines international au Kosovo sous l'égide de l'ONU. Le Centre vient en aide aux victimes des mines, renseigne les civils au sujet des mines et appuie les équipes de repérage des mines et de déminage. Un lieutenant-colonel canadien est en poste au Centre comme agent de liaison avec l'OTAN.
- Il verse 200 000 \$ pour financer l'envoi au Kosovo de deux groupes du secteur privé canadien spécialisés dans l'élimination des UXO. L'un est la Wolf's Flat Ordnance Disposal Corporation de l'Alberta, qui appartient à la Première Nation Tsuu T'ina et qui a fait ses premières armes au Panama. L'autre est le Canadian International Demining Centre, une organisation non gouvernementale (ONG) de Sydney en Nouvelle-Écosse.

Une autre tâche prioritaire est l'enquête sur les crimes de guerre au Kosovo menée par le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie. En juin, une équipe médico-légale de neuf experts judiciaires, mise sur pied par la Gendarmerie royale du Canada (GRC) et constituée de spécialistes de la police et de civils, a été dépêchée au Kosovo. Ils ont passé six semaines à creuser le site de charniers et de cinq scènes de crimes et ont mené des autopsies sur 60 corps afin de recueillir des preuves qui appuieront les poursuites pour atrocités perpétrées par des forces serbes contre des villageois kosovars d'origine albanaise. La mission a été un tel succès qu'il a été demandé au Canada de fournir une autre équipe d'enquête. Celle-ci sera au Kosovo en septembre. Le ministre des Affaires étrangères, Lloyd Axworthy, a récemment annoncé que le Canada procurerait des renseignements de sécurité au Tribunal à l'appui de son enquête.



photo : MDN

En plus de répondre aux besoins humanitaires immédiats et de mettre en place l'administration intérimaire de l'ONU, il reste la tâche énorme de reconstruire les Balkans après presque 10 ans de conflit armé. Les pays de l'Europe joueront un rôle important dans ce travail, agissant surtout dans le cadre du Pacte de stabilité pour le Sud-Est de l'Europe. Signé en juin par les ministres des Affaires étrangères des pays de l'Union européenne, du Canada, des États-Unis, de la Fédération de Russie, du Japon et d'autres États, le Pacte sera le principal instrument de la reconstruction des Balkans.

Le travail sous le régime du Pacte se fera sous les auspices de l'OSCE et visera la reconstruction économique, la démocratisation (dont la surveillance des élections), l'appui aux droits de la personne ainsi que les questions touchant les réfugiés et la sécurité régionale. La participation canadienne sera centrée sur la prestation d'aide dans des secteurs où le Canada est reconnu comme ayant une expertise unique; la reconstruction économique à long terme sera confiée à d'autres. ●



photo : MDN

Le Service du protocole : *l'art délicat*

DE LA CHORÉGRAPHIE D'UN ÉVÉNEMENT INTERNATIONAL

Quand un pays est l'hôte d'un événement international, il doit respecter les règles établies en matière d'honneurs et de préséance. Au Canada, ce rôle appartient au Service du protocole du ministère des Affaires étrangères et du Commerce international.

Le chef du Protocole, Alain Dudoit, décrit ainsi le travail de son service : « Notre tâche, c'est d'assurer l'interaction organisée et harmonieuse des dignitaires politiques lors d'événements officiels. En fait, c'est comme faire la chorégraphie d'un grand ballet. »

Et quel ballet! Il s'agit d'accueillir, selon les règles, 52 chefs d'État et de gouvernement,

sont fournies par la GRC. On doit aussi planifier les menus des repas. On doit connaître les restrictions diététiques ou religieuses de chacun et s'assurer que les repas sont variés et légers à digérer.

Enfin, il faut s'assurer que toutes les installations et l'équipement soient disponibles : véhicules, chambres d'hôtel et salles de réunion, tables, chaises, microphones, cartes d'identité, installations médiatiques, etc. Il faut aussi mettre sur pied un service médical. Un travail colossal!

Pour relever ce défi, le Service du protocole avait affecté 38 personnes à temps plein à l'organisation et à la tenue du Sommet. En ajoutant plus de 100 bénévoles et les personnes travaillant au niveau de la sécurité, de l'accueil, de la restauration, des services d'entretien, de la fourniture d'équipement, etc., cela représente plus de 400 travailleurs.

Pour M. Dudoit et son équipe, ainsi que les représentants du Nouveau-Brunswick et du Québec qui ont été impliqués dans l'organisation du Sommet, les heures de travail ont été longues mais c'est le prix à payer pour assurer le succès d'un tel événement. ●

Le président François Mitterrand de France au Sommet de Québec en 1987



ainsi que leur délégations. Près de 1 500 personnes! Il faut d'abord connaître l'heure d'arrivée des délégations afin que les limousines soient à l'aéroport. Ce n'est que le début! Les invités logeant dans différents hôtels, et les cérémonies et réunions n'ayant pas toutes lieu au même endroit, il faut élaborer un scénario complexe pour assurer que tous seront au bon endroit au bon moment.

Par ailleurs, on doit respecter l'ordre de préséance des dignitaires. Les chefs d'État passent en premier, selon la date de leur entrée en fonction, suivis des chefs de gouvernement. Dans leur cas, il faut tenir compte de l'ordre alphabétique des pays.

Le Service du protocole doit également, en collaboration avec la GRC, assurer la sécurité des dignitaires. Les limousines



**Nous voulons plaire à nos invités.
Si tout se déroule bien, je serai fier
de dire « Mission accomplie ».**

Alain Dudoit
chef du Protocole

Quelques chiffres se rapportant au Sommet :

- Jusqu'à 700 journalistes et techniciens canadiens et étrangers couvriront le Sommet.
- Plus de 1 500 agents de la GRC assureront la sécurité.
- Plus de 4 000 personnes sont impliquées d'une façon ou de l'autre.
- Quelque 48 000 repas seront servis en huit jours.

photos : MAECI



Même les drapeaux doivent être placés dans le bon ordre.

Marcel Cadieux

Marcel Cadieux, dont la carrière au Service extérieur du Canada a duré près de quatre décennies, était un diplomate professionnel dans tous les sens du terme. Il était aussi une personne de caractère, dont les points de vue sur les grandes questions de cette période étaient moins inspirés des manuels et de la tradition que de son expérience directe.

Par exemple, pendant la guerre froide, l'anticommunisme irréductible pour lequel M. Cadieux était réputé était issu non pas seulement de ses convictions politiques et religieuses mais aussi de son expérience de travail comme conseiller canadien à la Commission internationale de contrôle au Vietnam dans les années 1950. Il avait été choqué par les brutalités qui avaient accompagné l'instauration du régime communiste dans le Nord et par les efforts pour bloquer le départ des réfugiés catholiques vers le Sud.

Sur la question de l'unité canadienne, M. Cadieux, originaire de Montréal, ne voyait aucune contradiction entre le fait d'être un fédéraliste convaincu et un Québécois dans l'âme. Durant la période où il était sous-secrétaire d'État aux Affaires extérieures, il a toujours encouragé les jeunes Québécois à envisager une carrière dans le service extérieur canadien. Dans un manuel qu'il a rédigé à l'intention des diplomates en herbe, il affirmait : « Les Canadiens français peuvent jouer un rôle utile et unique dans l'administration tout en demeurant fidèles à l'esprit de leur race. Leur origine latine, ajoutait-il, leur confère une capacité particulière pour servir d'interprètes du Canada dans les pays d'Amérique latine et un peu partout en Europe. »

Il a fait preuve des mêmes qualités à d'autres moments de sa carrière. Au début des années 1970, M. Cadieux a été le premier ambassadeur francophone du Canada aux États-Unis. Un ancien collègue de Washington confie : « À l'époque de Trudeau, nous voulions toujours montrer aux Américains le caractère distinctif des Canadiens. La plupart des ambassadeurs anglo-canadiens ne se différenciaient guère des Américains. M. Cadieux a toujours su garder son originalité. »

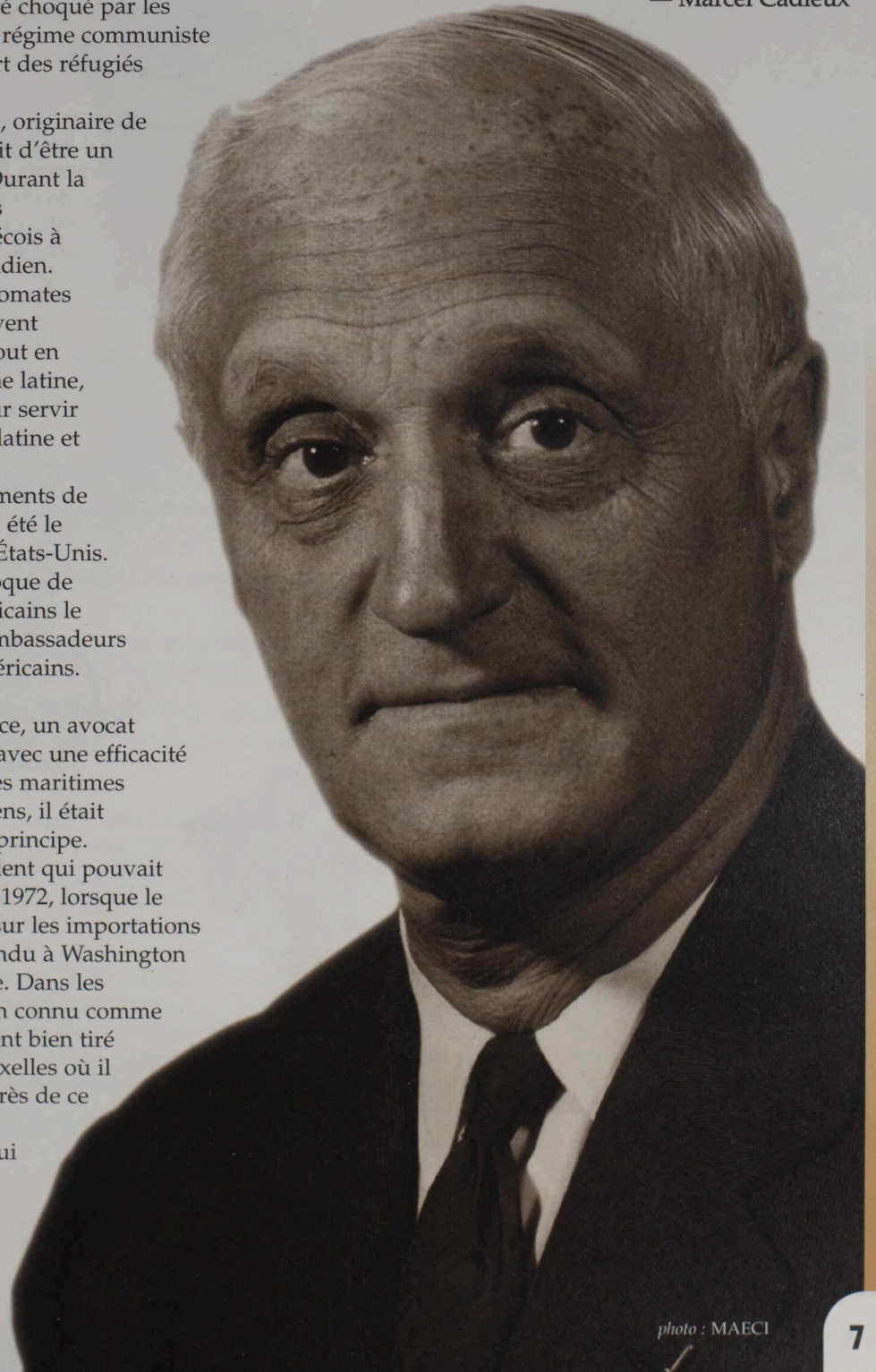
M. Cadieux était un diplomate chevronné et coriace, un avocat dûment formé qui, en 1970, a représenté le Canada avec une efficacité extraordinaire dans les négociations sur les frontières maritimes canado-américaines. Inspiré avant tout par le bon sens, il était néanmoins toujours très ferme sur les questions de principe.

Mais M. Cadieux était aussi un diplomate polyvalent qui pouvait gagner la partie même avec une main médiocre. En 1972, lorsque le gouvernement Nixon a imposé une lourde surtaxe sur les importations aux États-Unis, le premier ministre Trudeau s'est rendu à Washington pour plaider en faveur d'une exemption canadienne. Dans les négociations tendues qui ont suivi, M. Cadieux, bien connu comme juriste mais non comme économiste, a admirablement bien tiré son épingle du jeu. Suite à cela, on l'a nommé à Bruxelles où il est devenu le premier ambassadeur du Canada auprès de ce qui était alors la Communauté européenne.

M. Cadieux est décédé en 1981, laissant derrière lui sa femme Anita et deux fils. ●

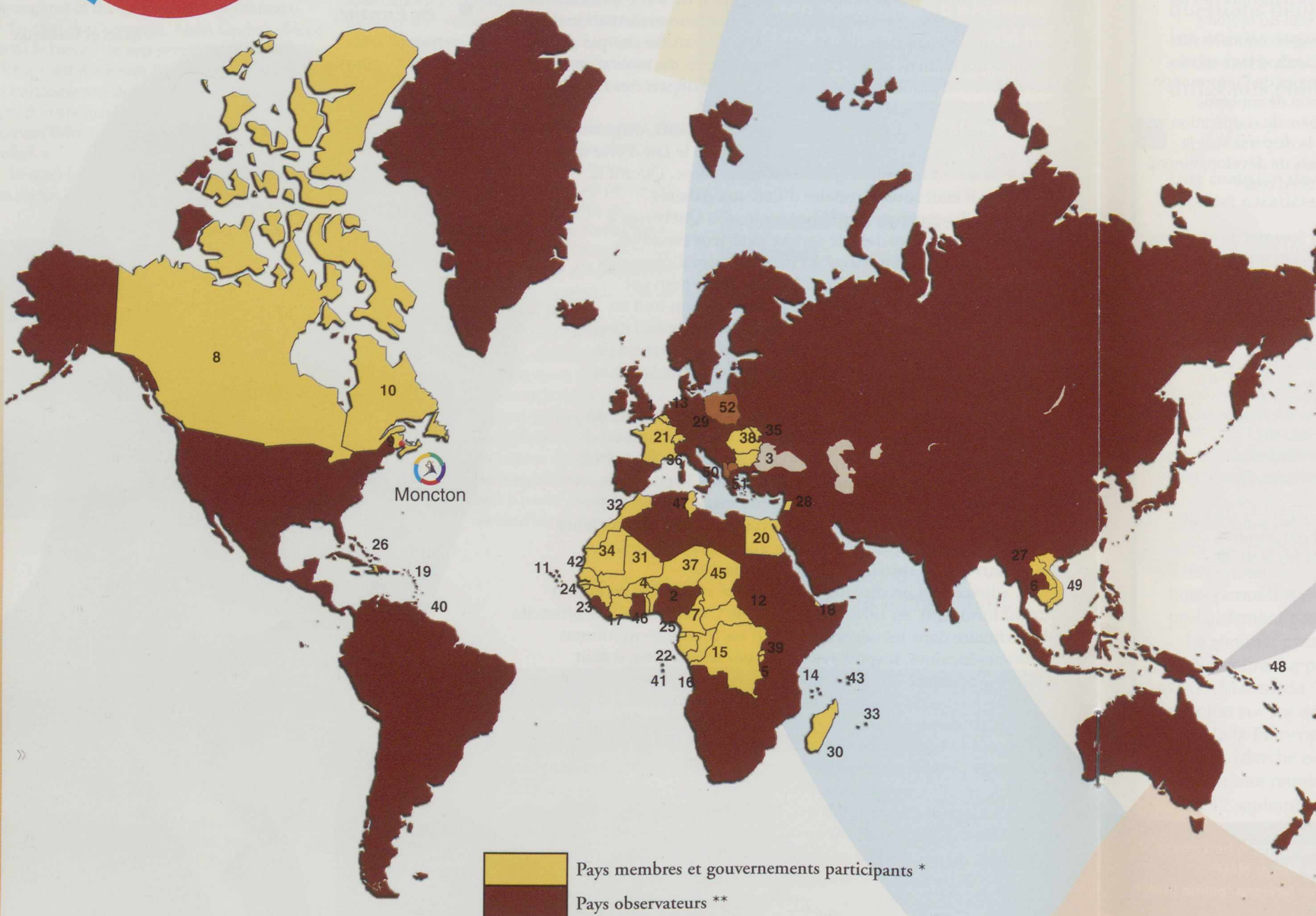
Les Canadiens français peuvent jouer un rôle utile et unique dans l'administration tout en demeurant fidèles à l'esprit de leur race. Leur origine latine, ajoutait-il, leur confère une capacité particulière pour servir d'interprètes du Canada dans les pays d'Amérique latine et un peu partout en Europe.

— Marcel Cadieux



La Francophonie :

une communauté de partage et de dialogue



Tout a commencé en 1970 lorsque fut créée à Niamey, au Niger, l'Agence de coopération culturelle et technique, qui porte aujourd'hui le nom d'Agence de la Francophonie. Le Canada a été l'un de ses membres fondateurs et y joue toujours un rôle de premier plan.

Depuis le premier Sommet qui a eu lieu à Paris en 1986, la Francophonie est devenue un lieu privilégié de dialogue politique et d'échanges. Aujourd'hui, elle regroupe 52 États et gouvernements de cinq continents, qui représentent 500 millions de personnes dont 170 millions parlent le français. On y parle aussi l'anglais, l'arabe, le vietnamien, le roumain, le flamand et une kyrielle de langues africaines. La diversité de ses cultures constitue une extraordinaire source de richesse, de créativité et de dynamisme. C'est le lieu idéal pour faire face, collectivement, aux tendances à l'uniformité et à l'homogénéité générées par la mondialisation.

L'organisation

En 1995, la Francophonie s'est restructurée en une organisation plus souple et plus efficace. En voici les principales instances :

- Le Sommet a lieu tous les deux ans; il est l'instance décisionnaire la plus importante de la Francophonie.
- La Conférence ministérielle veille à l'exécution des décisions arrêtées lors du Sommet.
- Le Conseil permanent est chargé de la préparation et du suivi des Sommets.
- Le Secrétariat général est dirigé par un secrétaire général élu pour cinq ans. Boutros Boutros-Ghali est le premier titulaire de cette fonction.
- L'Agence de la Francophonie est le maître d'oeuvre des programmes de coopération culturelle, scientifique, technique, économique et juridique approuvés lors du Sommet.

Les programmes de la Francophonie recouvrent cinq grands secteurs : la vie démocratique et le développement, la culture et les communications, le savoir et le progrès, le développement économique, et les relations internationales, dont la coopération avec d'autres organisations telles que l'ONU, le Commonwealth et l'Organisation de l'unité africaine. Des conférences ministérielles permanentes et sectorielles dont la Conférence des ministres de l'Éducation et la Conférence des ministres de la Jeunesse et des Sports sont aussi organisées.

Au fil des ans, la Francophonie s'est dotée d'outils précis pour mieux faire progresser la langue française et diffuser sa diversité culturelle. Un bon exemple est l'Agence universitaire de la Francophonie, dont le siège est à Montréal et qui regroupe près de 400 établissements d'enseignement supérieur. Elle vise à consolider un espace scientifique de langue française par le biais de la recherche, de



Le secrétaire général

Né au Caire, en Égypte, le 14 novembre 1922, Boutros Boutros-Ghali a été élu en novembre 1997 à titre de premier secrétaire général de la Francophonie lors du VII^e Sommet tenu à Hanoï, au Vietnam. Auparavant, il avait été le sixième secrétaire général des Nations Unies de 1992 à 1996.

M. Boutros-Ghali a été longuement associé aux affaires internationales comme diplomate, juriste, universitaire, homme politique et auteur reconnu. À titre de ministre d'État aux Affaires étrangères de l'Égypte, il a participé à la Conférence au sommet du Camp David en septembre 1978 et a joué un rôle dans la négociation des accords du Camp David, signés en 1979.

Avant cela, M. Boutros-Ghali avait notamment été professeur de droit international et de relations internationales à l'Université du Caire (1949-1977) de même que membre de la Commission internationale de juristes, de l'Institut international des droits de l'homme et de l'Académie des sciences morales et politiques (Institut de France, Paris).

• suite à la page 10





• suite de la page 9

Sommets précédents

PARIS, FRANCE

du 17 au 19 février 1986

QUÉBEC, CANADA

du 2 au 4 septembre 1987

DAKAR, SÉNÉGAL

du 24 au 26 mai 1989

CHAILLOT, FRANCE

du 19 au 21 novembre 1991

MAURICE, ÎLE MAURICE

du 16 au 18 octobre 1993

COTONOU, BÉNIN

du 2 au 4 décembre 1995

HANOÏ, VIETNAM

du 14 au 17 novembre 1997

Moncton

Choisie pour accueillir le VIII^e Sommet de la Francophonie, Moncton offre une situation géographique ainsi qu'un contexte économique et culturel privilégiés. Principale ville du Sud-Est du Nouveau-Brunswick, cette ville dynamique se trouve au coeur de l'Acadie dans les Maritimes, à proximité du Québec et des États-Unis ainsi que de plages magnifiques. L'Université de Moncton, la plus importante université francophone du Canada hors du Québec, y a été fondée il y a 35 ans. Moncton incarne un mariage harmonieux entre ses communautés anglophone et francophone, cette dernière comptant pour le tiers de sa population de 110 000 habitants (incluant la banlieue).

photo : CANAPRESS



Les premiers ministres Bouchard du Québec, Frenette du Nouveau-Brunswick et Chrétien du Canada au Sommet de Hanoï en 1997

l'enseignement et de la formation, dont la formation à distance, et la promotion du français. La réussite la plus spectaculaire est sans doute TV5, un réseau international de télévision de langue française dont les partenaires sont la Belgique, le Canada, la France, la Suisse et plusieurs pays africains. TV5 est l'un des plus grands réseaux de télévision du monde et peut rejoindre près de 100 millions de foyers dans plus d'une centaine de pays sur tous les continents.

Enfin, les Jeux de la Francophonie, tenus pour la première fois au Maroc en 1989, regroupent la jeunesse francophone du monde dans une grande célébration sportive et culturelle. Les prochains Jeux auront lieu au Canada, dans la région d'Ottawa-Hull, du 14 au 24 juillet 2001, et regrouperont environ 2 600 athlètes et artistes.

Le rôle du Canada

Le Canada a été l'hôte du deuxième Sommet de la Francophonie, tenu à Québec en 1987. Douze ans plus tard, il reçoit à nouveau ses partenaires. La Francophonie est l'un des grands axes de la politique étrangère canadienne. C'est un forum international où le Canada exerce une influence marquée et au sein duquel il peut défendre ses intérêts et promouvoir des valeurs démocratiques. C'est aussi un lieu de coopération culturelle, économique et scientifique. Le Canada s'attache en particulier à promouvoir le développement démocratique, les droits de la personne ainsi que la paix et la sécurité humaine.

Le rôle des provinces

Le Québec (1971) et le Nouveau-Brunswick (1977) jouissent du statut de gouvernement participant. Cela leur permet d'apporter une contribution active et distincte. Il peut même arriver, à l'occasion, qu'un ministre provincial dirige la délégation canadienne lors de conférences ministérielles. Les deux provinces ont aussi le statut d'« observateur intéressé » sur les questions de politique internationale discutées au Sommet. Depuis plusieurs années, le gouvernement fédéral invite aussi les gouvernements du Manitoba et de l'Ontario à participer aux Sommets en nommant un représentant au sein de la délégation canadienne.

Les objectifs du Canada

À Moncton, le Canada vise notamment à élargir le champ des discussions politiques, à favoriser une coopération accrue avec les autres organisations internationales et à concentrer davantage les efforts sur les questions relatives à la sécurité humaine et à la prévention des conflits. Le Canada souhaite par ailleurs accélérer l'intégration des économies des pays francophones les moins développés au sein du système international des échanges commerciaux. Il veut aussi élargir l'accès et la maîtrise des nouvelles technologies de l'information et appuyer la production de contenus francophones. En matière de coopération, le Canada veut éviter la dispersion et la multiplication de projets de développement, et consolider les projets en cours.

La jeunesse

Le thème central du Sommet de Moncton est celui de la jeunesse. Les trois volets traditionnels de discussion que sont la politique, l'économie et la coopération, seront donc abordés en tenant compte des intérêts et des préoccupations des jeunes. On vise notamment à :

- assurer l'avenir de la jeunesse dans le nouveau millénaire en contribuant à une sécurité humaine accrue;
- mettre l'accent sur l'insertion économique et sociale par la maîtrise des nouvelles technologies;
- se mobiliser pour « bâtir la terre des jeunes » dans des programmes en partenariat avec la jeunesse. ●—

Pour d'autres renseignements sur la Francophonie et le Sommet, visitez le site Web du MAECI : www.dfait-maeci.gc.ca/foreignp/politiq.htm#4



Le sommet parallèle des ONG :

place aux droits de la personne des jeunes dans les pays francophones

Un sommet parallèle des organisations non gouvernementales aura lieu à Moncton le 30 août, en même temps que la réunion des chefs d'État et de gouvernement des pays francophones. Son objectif est de fixer l'attention mondiale sur les questions délicates de droits de la personne et les enjeux sociaux touchant la Francophonie, et de faire des recommandations aux dirigeants politiques.

Une coalition de six ONG canadiennes organise le sommet parallèle :

- Amnistie Internationale (section canadienne-française);
- le Comité du Nouveau-Brunswick pour la Marche mondiale des femmes vers l'an 2000;
- le Congrès du travail du Canada;
- Développement et Paix;
- OXFAM Canada/Projet Acadie;
- l'Union des pêcheurs des Maritimes.

Michel Frenette, directeur général de la section canadienne-française d'Amnistie Internationale affirme que « ce sommet des chefs d'État et de gouvernement est une séance privée qui ne permet pas la participation de nombreuses organisations non gouvernementales luttant pour les droits et le bien-être des personnes les plus défavorisées des pays francophones. Le sommet parallèle nous permettra d'aborder des problèmes qui ne seront probablement pas à l'ordre du jour du sommet officiel ».

Le sommet parallèle se déroulera du 30 août au 4 septembre. Le premier jour, Développement et Paix et OXFAM Canada/Projet Acadie seront les hôtes d'une réunion sur les défis du développement international au sein de la Francophonie. Plus tard ce jour-là, le Comité pour la Marche mondiale des femmes vers l'an 2000 tiendra une réunion sur les femmes et la pauvreté.

Le 1^{er} septembre, l'Union des pêcheurs des Maritimes organisera une réunion sur les effets de la mondialisation sur l'industrie de la pêche et un conférencier invité discutera des droits des syndicats dans les pays africains francophones. En soirée, le Congrès du travail du Canada et la Fédération du travail du Nouveau-Brunswick seront les hôtes d'une conférence sur les droits des syndicats face à la mondialisation, après quoi, des ateliers permettront d'examiner les droits et libertés des syndicats au Nouveau-Brunswick et au Canada.

Même langue mêmes droits



image : Amnistie Internationale

Le 2 septembre, Amnistie Internationale tiendra une conférence sur les questions relatives aux droits de la personne dans les pays francophones et ailleurs dans le monde. L'organisation se concentrera en particulier sur l'enrôlement des enfants pour le service militaire, l'esclavage sexuel et la main-d'oeuvre enfantine. Amnistie Internationale espère présenter une requête aux chefs d'État et de gouvernement réunis, leur demandant d'adopter le protocole facultatif de la Convention des Nations Unies sur les droits de l'enfant en vue d'interdire le recrutement militaire des personnes âgées de moins de 18 ans. L'organisation a l'intention de mettre en lumière les nombreuses violations des droits de la personne commises envers les jeunes, non seulement dans les pays francophones mais partout dans le monde.

Le 3 septembre, les organisateurs tiendront une dernière conférence de presse afin de présenter les résultats et annoncer les recommandations qu'ils feront aux chefs d'État et de gouvernement. On assistera également au lancement officiel d'un important livre d'Amnistie Internationale sur la torture, écrit par le poète et auteur néo-brunswickois Serge Patrice Thibodeau.

Le sommet parallèle prendra fin le samedi 4 septembre et sera clôturé par un spectacle extérieur organisé par Amnistie Internationale et mettant en vedette des groupes scolaires provenant des écoles secondaires Mathieu-Martin et Louis J. Robichaud du Nouveau-Brunswick. ●

Les Canadiens participent à l'élaboration de la politique étrangère

Dernièrement, le Centre canadien pour le développement de la politique étrangère (CCDPE) a mené des consultations à travers le Canada pour connaître l'avis de divers groupes sur un certain nombre de sujets. Voici les résultats de ces consultations, tables rondes et autres activités, en commençant par le point de vue des jeunes.

Point de vue des jeunes sur le Sommet de la Francophonie

Le printemps dernier, le CCDPE organisait, en collaboration avec la Direction des affaires francophones du MAECI, une série de consultations auprès des jeunes afin d'aider le gouvernement à préparer le Sommet de la Francophonie en y ajoutant une perspective jeunesse.

La Fédération de la jeunesse canadienne-française a coordonné six rencontres préliminaires à travers le pays. Elles ont eu lieu à Edmonton (Alberta), à Saint-Boniface (Manitoba), à Sudbury (Ontario), à Shawinigan (Québec), à Bouctouche (Nouveau-Brunswick) et à Chéticamp (Nouvelle-Écosse). Plus de 300 jeunes Canadiens ont discuté de thèmes aussi variés que l'éducation, la formation, l'intégration socio-économique, la coopération francophone, la culture et les nouveaux médias, les droits de la personne, la participation et la citoyenneté.

Cinq participants de chacune de ces réunions ont été choisis pour se rendre à Ottawa afin d'y partager leurs idées entre eux et présenter leurs conclusions à des représentants gouvernementaux. Leurs idées et leurs suggestions seront prises en considération lors du Sommet de la Francophonie de Moncton. Ils ont notamment recommandé que :

- le gouvernement appuie les programmes d'échanges d'étudiants et crée un réseau d'information sur l'emploi pour aider les jeunes à se trouver du travail et acquérir une expérience internationale dans d'autres pays de la Francophonie;
- les programmes nouveaux et existants d'aide au développement ajoutent une composante jeunesse à leurs stratégies;
- le gouvernement contribue à promouvoir le français sur Internet de même que dans le cadre d'événements culturels, scientifiques et sportifs;
- le Canada continue de jouer un rôle de leadership dans la promotion des droits de la personne à travers la Francophonie et d'autres organisations internationales, en mettant l'accent tout particulièrement sur les femmes, les enfants-soldats et le travail des enfants.



Centre canadien
pour le développement
de la politique étrangère

Renée Massicotte, de Saint-Boniface, faisait partie du groupe de 300 jeunes venus à Ottawa rencontrer Diane Marleau, ex-ministre responsable de la Francophonie. « Je pense que j'ai beaucoup de chance d'être ici et d'avoir la possibilité de m'exprimer au nom des jeunes francophones du Manitoba et du Canada. Je remercie chaudement les organisateurs! »

Table ronde des universitaires

J'aimerais souligner combien les discussions ont été fructueuses. Il a été extrêmement utile d'entendre parler des divers problèmes qui se posent à travers le pays et de savoir que, dans bien des cas, nous ne sommes pas seuls à y faire face. J'encourage vivement le Centre à faire de ce genre de réunion un événement annuel.

— Alex McLeod, professeur, Université du Québec à Montréal

Certains universitaires, qui jouent un rôle prépondérant dans l'enseignement des relations internationales, s'inquiètent de l'avenir de cette discipline dans les universités canadiennes. La première Table ronde universitaire annuelle, qui a été organisée le 7 mai par le CCDPE, portait sur les maillages qui peuvent être établis pour que la communauté universitaire puisse répondre aux besoins en matière de politique étrangère. La Table ronde a recommandé la traduction d'au moins un ouvrage de politique étrangère canadien (de l'anglais au français) pour renforcer l'enseignement de la politique étrangère dans les universités francophones. Les participants ont également abordé un autre thème important : les perspectives qui s'ouvrent aux jeunes chercheurs.

Séminaire pour étudiants diplômés

La même semaine qu'avait lieu la Table ronde des universitaires, 14 étudiants diplômés se sont réunis pour présenter leurs travaux à des décideurs du MAECI chargés de l'élaboration de la politique étrangère. Les étudiants souhaitaient que ceux-ci leur transmettent leurs avis et leurs commentaires. Il s'agissait du premier Séminaire annuel pour étudiants diplômés. Ils ont présenté des exposés sur tout un éventail de sujets, comme le commerce, la culture, la problématique hommes-femmes, la consolidation de la paix et la sécurité humaine. ●—

Des renseignements sur le Séminaire pour étudiants diplômés de l'an prochain sont disponibles sur le site Web du CCDPE (www.cfp-pec.gc.ca). Pour obtenir de l'information sur d'autres sujets, consultez le site Web ou communiquez avec le Centre par téléphone au (613) 944-4150, par télécopieur au (613) 944-0687 ou par la poste : Centre canadien pour le développement de la politique étrangère, 125, promenade Sussex, Ottawa (Ontario) K1A 0G2.

NATIONS

• ACTUALITÉS •

Déclaration officielle

Extraits du discours du ministre des Affaires étrangères, Lloyd Axworthy, dans le cadre de la réunion des ministres des Affaires étrangères du G-8, à Cologne, en Allemagne, le 9 juin 1999

Ces derniers jours, nous avons, ensemble, amorcé le début du règlement du conflit au Kosovo. Cette région constitue un bon exemple de la crise sur le plan de la sécurité humaine que connaît le monde en cette fin de siècle et marque également un tournant dans les affaires mondiales, un moment où la sécurité des personnes occupe une place de premier plan et impulse l'action.

Plus de 80 p. 100 des conflits survenus récemment ont été des conflits intra-étatiques. Quarante-vingt-dix pour cent des victimes de ces conflits ont été des civils qui trop souvent, ont été la cible d'une violence délibérée. Réfléchissons un instant aux répercussions sur les enfants des conflits violents de la dernière décennie : 2 millions d'enfants morts et 4 millions d'enfants handicapés.

Au fur et à mesure qu'elle acquiert une nouvelle importance dans les affaires internationales, la sécurité humaine met en relief les contradictions avec les normes actuellement en vigueur. D'aucuns s'inquiètent de ce qui leur paraît être une tension entre la sécurité nationale et la sécurité humaine. En réalité, ces deux concepts sont complémentaires et ils ne s'excluent pas l'un l'autre. Dans les faits, l'augmentation de la sécurité humaine de la population renforce la légitimité, la stabilité et la sécurité d'un État.

La norme de la non-ingérence dans les affaires intérieures des autres États demeure fondamentale pour la paix et la sécurité internationales [...]. Cela étant, dans les cas de violations extrêmes, similaires à celles dont nous avons été témoins au Kosovo et au Rwanda, entre autres, le concept de souveraineté nationale ne saurait avoir valeur absolue. La perpétration d'un génocide ou d'autres crimes contre l'humanité constitue sans conteste une norme [d'intervention].

Ce qu'il faut prendre en compte, c'est que notre monde change et que le Conseil de sécurité des Nations Unies ne peut pas rester indifférent lorsque se produisent les divers conflits violents dont nous avons été témoins, par exemple au Sierra Leone, au Soudan et en Angola.

Je pense que la paix et la sécurité, à l'échelle nationale, régionale et mondiale, ne sont réalisables que si elles s'appuient sur la sécurité humaine. ●

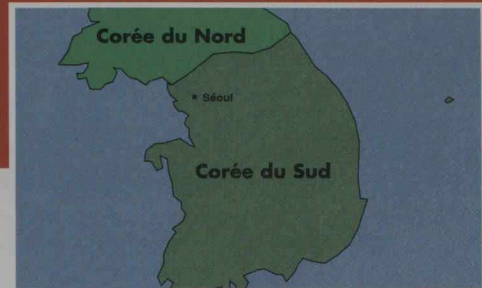


Le ministre Axworthy à la réunion des ministres des Affaires étrangères du G-8

Pour la version intégrale du discours, visitez le site Web du MAECI (www.dfait-maeci.gc.ca) et cliquez sur « Publications », ou communiquez avec le Service des relations avec les médias au (613) 995-1874.



photos : CANAPRESS



République de Corée

La visite du président Kim élargit et approfondit les relations entre le Canada et la Corée

La première visite officielle au Canada du président de la Corée, Kim Dae-jung, du 4 au 6 juillet, a offert une excellente occasion de renforcer le partenariat qui existe entre les deux pays. Plusieurs ententes ont été signées durant la visite, notamment dans les secteurs des télécommunications, de l'environnement et de la coopération militaire. Les deux pays ont également exploré la possibilité de collaborer sur des projets destinés à réduire les émissions de gaz à effet de serre.

La présence du Canada en Corée date de la fin du XIX^e siècle, lorsque des missionnaires canadiens y ont joué un rôle important en matière d'éducation et de santé. Sur le plan officiel, cette présence remonte à 1947, année où le Canada a été membre de la Commission des Nations Unies chargée de la surveillance d'élections libres. Un chapitre plus sombre des relations canado-coréennes s'est écrit pendant la guerre de Corée, de 1950 à 1953. Sous le commandement de l'ONU, 28 000 soldats canadiens (le troisième contingent en importance) ont participé à cette guerre et 516 d'entre eux y ont perdu la vie.

Le Canada a reconnu officiellement la République de Corée en 1949 et a ouvert une ambassade à Séoul en 1973. Depuis, les relations n'ont cessé de se développer. La Corée arrive au troisième rang des marchés d'exportation les plus importants du Canada dans la région Asie-Pacifique. En 1997, le commerce bilatéral avait atteint près de 6 milliards de dollars et était à peu près équilibré. Toutefois, les exportations canadiennes ont baissé en 1998, et ce, principalement en raison de la crise économique qui a frappé l'Asie. Il y a cependant des signes de reprise maintenant.

Dans d'autres domaines, comme l'éducation et le tourisme, l'avenir semble fort prometteur. La Corée du Sud est actuellement la plus importante source d'étudiants de la région Asie-Pacifique au Canada. Quelque 8 000 étudiants coréens fréquentent des institutions canadiennes, injectant environ 160 millions de dollars dans l'économie canadienne. Un autre 8 000 étudiants viennent au Canada chaque année pour de courts séjours d'études et pour des stages de formation, contribuant ainsi un autre 50 millions de dollars à l'économie.

Dans le secteur touristique, la Corée du Sud est devenue la troisième plus importante source de touristes de la région Asie-Pacifique après le Japon et Hong Kong. La levée des restrictions sur les visas de visiteurs coréens en 1994, suivie de l'établissement de liaisons aériennes directes régulières avec la Corée par Air Canada à partir de Toronto et Vancouver, ont provoqué un accroissement phénoménal de touristes coréens, lesquels sont passés de 40 000 à près de 200 000 l'an dernier.

Sur le plan politique, le premier ministre Chrétien a fermement exprimé son soutien à la « politique d'engagement » de la Corée visant à normaliser les relations avec le Nord. Il a ajouté que la poursuite de la paix et de la sécurité par la Corée dans la péninsule coréenne est dans l'intérêt de la communauté internationale. Le premier ministre a en outre félicité le président Kim pour la lutte personnelle qu'il mène pour défendre les droits de la personne et la démocratie dans son pays. ●

Pour de plus amples renseignements sur le partenariat entre le Canada et la Corée, visitez le site Web du premier ministre (pm.gc.ca) et cliquez sur « Publications », ou communiquez avec le Service de presse du BPM au (613) 957-5555. Vous pouvez également consulter le site Web du MAECI (www.dfait-maeci.gc.ca) et cliquer sur « Asie-Pacifique ».

Le destin tragique d'un brillant

diplomate canadien porté à l'écran

Le 4 avril 1957, Herbert Norman, ambassadeur du Canada en Égypte, se donne la mort en se jetant du toit d'un immeuble du Caire. Pourquoi une fin aussi tragique?

Né au Japon en 1909, M. Norman était fils de missionnaires canadiens. Après avoir passé son enfance au Japon, il poursuit ses études à l'Université de Toronto et à Harvard. Sa thèse de doctorat intitulée *Japan's Emergence as a Modern State* deviendra un ouvrage de référence incontournable sur la société japonaise et aura une profonde influence sur la mise en place du régime d'après-guerre et sur la nouvelle génération de dirigeants japonais.

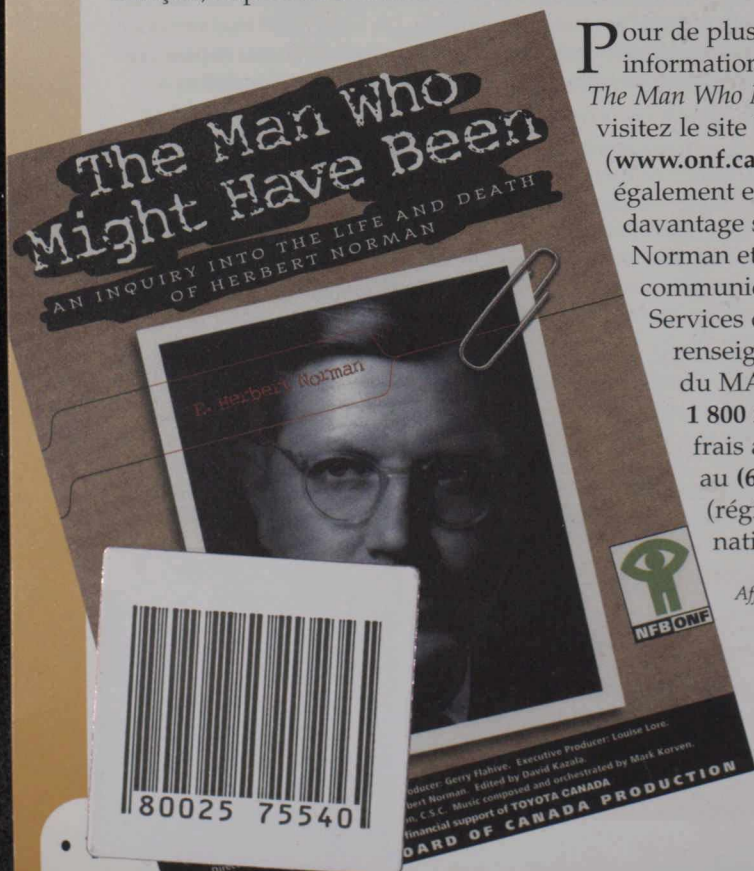
M. Norman entre au ministère des Affaires extérieures en 1939 et est affecté à Tokyo peu après. Rapatrié en 1942, il dirige l'unité de renseignements du Ministère chargée d'analyser les messages interceptés des Japonais. En 1946, il est affecté aux services de renseignements du général américain Douglas MacArthur pendant l'occupation du Japon. Au cours des années 1950, il est affecté à Washington et en Nouvelle-Zélande avant d'être nommé ambassadeur du Canada en Égypte en 1956.

En dépit de son succès, M. Norman est hanté par une accusation : celle d'être un espion soviétique. En 1950, il est disculpé par les autorités canadiennes, mais le FBI poursuit son enquête, et l'accusation, jamais prouvée, refait surface en 1957 pendant les travaux d'un sous-comité du Sénat américain. Anéanti psychologiquement, M. Norman s'enlève la vie.

Intrigué par le sort tragique de Herbert Norman, le cinéaste John Kramer a réalisé un documentaire troublant et révélateur intitulé *The Man Who Might Have Been*. Produit par l'Office national du film (ONF), ce film a été présenté en première l'automne dernier et sera télédiffusé au réseau anglais de Radio-Canada en octobre (vérifier les horaires locaux). On peut également s'en procurer une vidéocassette, avec sous-titres français, auprès de l'ONF. ●—

Pour de plus amples informations sur *The Man Who Might Have Been*, visitez le site Web de l'ONF (www.onf.ca). Vous pouvez également en apprendre davantage sur Herbert Norman et son époque en communiquant avec les Services de renseignements du MAECI au 1 800 267-8376 (sans frais au Canada) ou au (613) 944-4000 (région de la capitale nationale).

Affiche : ONF



Le « Upper North Side » :

la feuille d'érable rouge flotte fièrement sur la « GROSSE POMME »

Qu'est-ce que le « Upper North Side »? Un quartier de New York situé quelque part au nord du Bronx? Vous n'y êtes pas du tout! Il s'agit du titre d'un programme culturel très populaire que le consulat général du Canada à New York dirige afin de rendre le Canada très visible dans la grande ville.

Étant au coeur des activités financières, commerciales et médiatiques mondiales, la ville de New York est un endroit où le Canada veut se faire remarquer. Comme l'explique Kevin O'Shea, consul chargé des Affaires publiques : « Être visible à New York est un défi de taille sur le plan de la compétitivité. Les entreprises dépensent des millions pour faire connaître leur marque de produits. Nous avons décidé de miser sur la vitalité de la culture canadienne. »

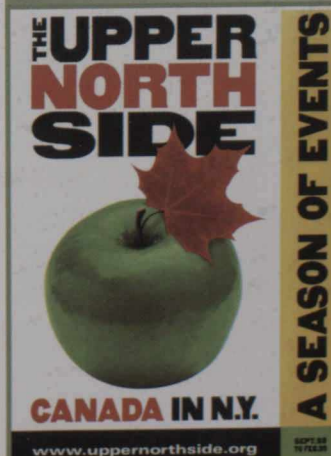
Le programme de cette année comptait plusieurs points saillants :

- Des groupes populaires canadiens se sont produits dans le cadre d'une série de spectacles montés conjointement avec le célèbre club de Greenwich Village, Bottom Line.
- Une exposition du Temple de la renommée du hockey, commanditée en collaboration avec la LNH, a été présentée au Centre Rockefeller.
- Les meilleurs chefs cuisiniers canadiens à New York ont fait montre de leurs talents lors d'un événement organisé avec la maison James Beard, centre de l'art culinaire américain. En outre, le célèbre restaurant 57/57 de l'hôtel Four Seasons a inclus des mets canadiens à son menu pendant deux semaines.
- Des films canadiens ont été présentés au Cantor Film Center au cours de deux fins de semaine.

Par ailleurs, on a lancé une campagne de publicité directe par la poste et utilisé d'autres méthodes de promotion ainsi qu'un site Web consacré au « Upper North Side » (www.uppernorthside.org). Une brochure de 24 pages a également été envoyée à 70 000 adresses.

En juillet, des artistes canadiens ont été en vedette dans le cadre de « Central Park Summerstage », une série de spectacles en plein air tenus au coeur de Manhattan.

Un hommage à Joni Mitchell ainsi que des représentations de La Bottine Souriante (un groupe country-jazz du Québec), de la chanteuse de la Nouvelle-Écosse, Laura Macdonald, et d'Estero (un groupe rock de Toronto), figuraient au programme. ●—



Nouvelles en BREF

LE TRAVAIL DES ENFANTS : UNE NOUVELLE CONVENTION RÉJOUIT LE CANADA

Le Canada se réjouit du consensus international sur une nouvelle convention concernant l'interdiction et l'élimination des pires formes de travail des enfants. L'accord est survenu lors de la Conférence générale de l'Organisation internationale du travail, une agence spécialisée des Nations Unies qui a son siège à Genève et dont le Canada est membre.

Le but de cette convention est de protéger les enfants contre les pires formes de travail. Celles-ci comprennent l'esclavage ou autres pratiques similaires tels la vente et le trafic d'enfants, la servitude pour dette, le servage et le travail forcé ou obligatoire, dont le recrutement forcé ou obligatoire d'enfants pour servir dans les conflits armés. La convention vise également à les protéger contre l'utilisation, la fourniture ou l'offre d'enfants pour la prostitution, pour la production de documents ou de films pornographiques, pour des spectacles pornographiques ou pour des activités illicites, comme la production ou le trafic de drogue, ainsi que contre le travail qui, de par sa nature ou les circonstances dans lesquelles il est exécuté, est susceptible de porter atteinte à la santé, à la sécurité ou à la moralité des enfants.

Le ministre des Affaires étrangères Axworthy s'est déclaré particulièrement heureux que la nouvelle convention fasse expressément mention de l'état lamentable des enfants dans les conflits armés, l'une des grandes préoccupations du programme de sécurité humaine du Canada.

LA SÉCURITÉ HUMAINE : UN DÉFI EST LANCÉ À L'ASEAN

Lors de réunions de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) à la fin de juillet, le ministre Axworthy a exhorté ses homologues à travailler en faveur d'un accroissement de la sécurité humaine en Asie. Le ministre participait au 6^e Forum régional et à la 32^e Conférence post-ministérielle de l'ASEAN qui se déroulaient à Singapour.

« À l'heure où la situation semble s'améliorer progressivement au plan de la

crise financière en Asie, il est temps de se pencher sur d'autres questions de sécurité humaine qui peuvent influencer sur la paix et la stabilité en Asie », a déclaré le ministre Axworthy.

Après ces rencontres, le ministre s'est rendu à Bangkok pour une série d'entretiens avec le ministre thaïlandais des Affaires étrangères, Surin Pitsuwan, et le vice-premier ministre, Bhichai Rattakul. « La Thaïlande vient d'adhérer à la Déclaration de Lysøen, qui prévoit un plan d'action commun en ce qui concerne les questions de sécurité humaine. Ce faisant, elle est devenue notre partenaire clé dans la région pour faire progresser ce dialogue », a affirmé M. Axworthy.

LE CANADA VA ACCÉLÉRER LA LUTTE CONTRE LES DROGUES EN ASIE DU SUD-EST

Pendant qu'il était à Bangkok, le ministre Axworthy a annoncé que le Canada est prêt à adoucir les restrictions sur les contacts avec le Myanmar afin de se joindre aux efforts conjoints de l'ASEAN et d'autres pays dans la lutte contre la production et le trafic illicite des drogues dans la région.

« Nous avons une politique très restrictive envers les contacts directs (avec le Myanmar). Le gros problème... c'est que toute discussion sur les drogues doit inclure le Myanmar. Nous avons donc décidé que nous serions prêts à rétablir le contact avec les Birmans sur cette question. »

Le Myanmar est considéré comme l'un des principaux fournisseurs mondiaux d'héroïne. Il fait partie du célèbre « Triangle d'or » (avec le Laos et la Thaïlande), région reconnue pour sa production de drogues illicites. « Quelque 90 p. 100 des drogues dures qui entrent au Canada proviennent de cette région. Nous avons donc un intérêt direct dans cette affaire », a déclaré M. Axworthy. Le but de l'ASEAN est de débarrasser la région de tout narcotique d'ici 2020.

SYMPOSIUM SUR LES DROITS DE LA PERSONNE

Le Canada a été l'hôte, avec la Chine et la Norvège, du deuxième Symposium plurilatéral sur les droits de la personne à Qingdao, en Chine, à la fin de juillet. Les discussions ont porté sur quatre sujets : la mise en application du Pacte international portant sur les droits politiques et civils et du Pacte international concernant les droits économiques, culturels et sociaux; les droits des minorités; les droits dans le domaine du travail; la liberté d'expression. Quelque 14 pays de la région ont également participé à titre d'observateurs.

De faire remarquer le ministre Axworthy, « La participation de la Chine au Symposium, particulièrement en tant que l'un des hôtes de celui-ci, représente un progrès dans les efforts mutuels consentis pour étudier et élaborer des initiatives propres à donner une meilleure compréhension des normes internationales en matière de droits de la personne et à favoriser leur mise en oeuvre ».

ÉVÉNEMENTS HÉMISPHERIQUES JEUX PANAMÉRICAINS

Plus de 5 000 athlètes provenant de 42 pays ont participé aux Jeux panaméricains qui se sont déroulés à Winnipeg du 23 juillet au 8 août. Le président de l'Association des sports Pan Am, Mario Vasquez Rana, a affirmé qu'il s'agissait des « meilleurs jeux jamais tenus ». Ce furent certainement les meilleurs jeux pour le Canada qui a remporté 196 médailles. Le Programme culturel international du MAECI a commandité un Carnaval des Amériques durant les Jeux, qui a mis en vedette les Neville Brothers, la troupe amériquienne Hoop Dancers, Janet Bunnett and the Spirits of Havana, ainsi que Jimmy Cliff. Plus de 60 000 personnes ont assisté à ce spectacle qui célébrait la diversité culturelle de la région.

CONFÉRENCE DES ÉPOUSES DES CHEFS D'ÉTAT ET DE GOUVERNEMENT DES AMÉRIQUES

Les thèmes de cette conférence, qui se déroulera à Ottawa du 29 septembre

• suite de la page **15**

au 1^{er} octobre, sont le développement des enfants et la santé des femmes.

FORUM DES AFFAIRES DES AMÉRIQUES

Des gens d'affaires de partout dans l'hémisphère se rencontreront à Toronto du 1^{er} au 3 novembre pour discuter de libre-échange hémisphérique.

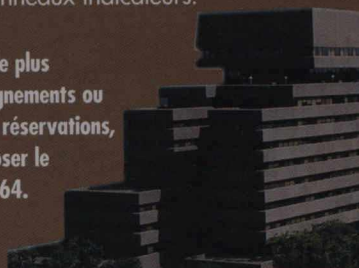
RÉUNION DES MINISTRES DU COMMERCE DE LA ZLEA

Les ministres du Commerce de l'hémisphère se réuniront à Toronto les 3 et 4 novembre pour discuter de la proposition de Zone de libre-échange des Amériques (ZLEA). Le Canada a présidé les négociations de la ZLEA durant la première année, considérée comme déterminante, et incitera ses partenaires à continuer sur cette lancée. ●

VISITES GUIDÉES

Vous pouvez maintenant visiter le ministère. Des visites guidées de l'édifice Lester B. Pearson sont offertes au grand public dans les deux langues officielles, les mardis et vendredis à 10 h et 14 h. Vous n'avez qu'à vous présenter à l'accueil et à suivre les panneaux indicateurs.

Pour obtenir de plus amples renseignements ou pour faire des réservations, veuillez composer le (613) 992-6164.



POUR RECEVOIR NOTRE MAGAZINE

Canada — *Regard sur le monde* est distribué sans frais. Les résidents du Canada peuvent s'y abonner en écrivant aux :
Services de renseignements
Ministère des Affaires étrangères
et du Commerce international
125, promenade Sussex, B-2
Ottawa (Ontario) K1A 0G2

On peut se procurer des exemplaires de ce numéro et des précédents en contactant les Services de renseignements :

Téléphone (sans frais) : 1 800 267-8376
Région de la capitale nationale : (613) 944-4000
Télécopieur : (613) 996-9709
Courriel : enqserv@dfait-maeci.gc.ca

Dans notre PROCHAIN NUMÉRO

Notre numéro automne-hiver portera sur le rôle du Canada dans les affaires internationales au XX^e siècle — comment le Canada a bâti sa politique étrangère et comment le Canada a laissé une forte

empreinte, particulièrement dans les domaines de la sécurité humaine, des droits de la personne de même que du rétablissement, du maintien et de la consolidation de la paix.

SAVIEZ-VOUS QUE...

Le premier secrétaire général de l'Agence de coopération culturelle et technique (ACCT) était un Canadien. **Jean-Marc Léger** a occupé ce poste de 1970 à 1973.

Un autre Canadien, **Jean-Louis Roy**, a été secrétaire général de l'ACCT de 1990 à 1997.

Grâce au Sommet de la Francophonie, la région, la province et le pays bénéficieront de retombées économiques de l'ordre de **40 millions de dollars**.

La période du 20 mars 1999 au 20 mars 2000 a été déclarée **Année de la Francophonie canadienne**.

Outre son siège social à Paris, la Francophonie a des **bureaux régionaux** à Lomé (Togo), Libreville (Gabon) et Hanoï (Vietnam). Elle a des **bureaux de liaison** auprès des organisations internationales de l'ONU à Genève (Suisse) et auprès de l'Union européenne à Bruxelles (Belgique), ainsi qu'un bureau d'**Observateur permanent** au siège de l'ONU à New York.

THIS PUBLICATION IS
ALSO AVAILABLE
IN ENGLISH



Canada — *Regard sur le monde* est publié en français et en anglais sous la direction de :

Richard M. Bégin
Direction des services de communications
Ministère des Affaires étrangères et
du Commerce international
125, promenade Sussex
Ottawa (Ontario)
Canada K1A 0G2

Canada — *Regard sur le monde* est également disponible sur Internet :
www.dfait-maeci.gc.ca/canada-magazine

